

Timor Loro Sa'e



© Bruno Kahn

Le peuple timorais accède à l'indépendance le 20 mai

Notre dossier pages 6 à 11

■ Proche-Orient



© Gérard Kerforn

La parole à ceux qui refusent les logiques communautaires pages 2 à 5

■ France



© Loïc Le Mignot

Mobilisation contre l'extrême droite entre les deux tours page 12

Introduction

Le mouvement des Femmes en noir

D'un côté, certains taxent d'antisémitisme toute organisation ou personne défendant le processus de paix au Proche-Orient et les droits légitimes du peuple palestinien; de l'autre on veut rendre tout Juif israélien ou français coupable ou complice des crimes commis par Ariel Sharon. Dans un cas comme dans l'autre les extrémistes ont recours à la violence : menaces et agressions contre des militants pacifistes ; agressions à l'encontre de nos locaux ainsi que de ceux de la Cimade, de France-Libertés, du CICP; actes antisémites (agressions contre les synagogues ou écoles juives). Dans les deux cas la volonté est la même : s'opposer à la paix, transformer le conflit israélo-palestinien – qui est une guerre d'occupation menée par la quatrième armée du monde contre un peuple sans Etat – en un conflit religieux voire ethnique. Cela ne peut conduire en France qu'à banaliser l'antisémitisme, à absoudre les véritables antisémites en confondant les partisans de la paix et de l'amitié entre les peuples, les combattants antiracistes avec les partisans de la haine et de l'intolérance. Cela conduit également au repli communautaire et à la montée de tous les racismes (aux incendies de synagogues succèdent des « ratonnades » dans les rues de Paris contre de jeunes Maghrébins) ; c'est pour ces raisons que le Bureau national du Mrap a décidé de donner dans son journal la parole aux pacifistes juifs qui, tant en France qu'en Israël, ont le courage de dire à Ariel Sharon : « ne parlez pas en notre nom » : ce sont eux qui ont droit à notre solidarité inconditionnelle. ♦

Renée Le Mignot
(Responsable éditoriale de ce sujet)

Richard Wagman à propos de la mission ATMF/ UJFP qui s'est rendue en Israël et en Palestine

Pourquoi une mission judéo-arabe ?

« D'abord pour enquêter sur le terrain et pour témoigner de notre solidarité quant au sort fait aux Palestiniens mais aussi la composition judéo-arabe est importante pour montrer tant aux Palestiniens, aux Israéliens qu'aux Français que les militants français d'origine juive et arabe peuvent travailler et militer ensemble pour une paix juste entre les deux peuples. Cela est important pour le devenir d'Israël et de la Palestine mais également pour la paix sociale en France. Il s'agit de désamorcer les tensions intercommunautaires, d'affirmer que le conflit israélo-palestinien n'est pas de caractère confessionnel et qu'il n'y a pas lieu d'importer ce conflit en France ; au contraire, s'il faut exporter le dialogue, la volonté de vivre ensemble et la solidarité internationale. »

Propos recueillis par Marie-Annick Butez

FIN 1987, alors qu'éclate dans les territoires occupés la première Intifada palestinienne, un petit groupe de femmes israéliennes constituent, à l'initiative de Madame Hagar Roblev, le Mouvement des femmes en noir. Cette militante de la paix propose une action de femmes, précise, simple à mener et organisée dans la durée, qualités qui ont assuré son succès. Sur le modèle des « Folles de la Place de mai » en Argentine, elles se réunissent tous les vendredis à 13 heures, vêtues de noir, sur une place publique dans toutes les grandes villes d'Israël. Elles se rassemblent autour d'un seul slogan : halte à l'occupation. Ce mouvement a drainé de nombreuses femmes féministes ou non, juives ou arabes. Très actif et à fort retentissement médiatique jusqu'à la guerre du Golfe – près de quarante points de rassemblement hebdomadaire – persistant ensuite dans les villes principales, la seconde Intifada l'a propulsé avec force. Hagar Roblev est morte en août 2000, et depuis, comme une évidence, la place de France à Jérusalem où se rassemblent les Femmes en Noir s'est rebaptisée pour toutes : place Hagar.

Le mouvement a très vite inspiré des manifestations de solidarité à travers le monde. Depuis 1990 s'établissent des groupes autonomes soutenant, outre le mouvement de la paix israélo-palestinien, différentes luttes politiques et sociales propres à chaque pays. Le Mouvement des Femmes en Noir s'est vu décerner divers prix de la paix internationaux

et a été nommé pour le Prix Nobel de la Paix en 2001.

Rendez-vous tous les samedis

Les Femmes en Noir sont l'une des composantes de la Coalition des femmes pour une paix juste, association de plusieurs mouvements féminins sur une plate-forme commune, dont les points essentiels sont les suivants : fin de l'occupation ; établissement d'un Etat palestinien au côté de l'Etat d'Israël sur la base des frontières de 1967 ; reconnaissance de Jérusalem comme capitale partagée des deux Etats ; reconnaissance par Israël de sa responsabilité dans les conséquences de la guerre de 1948 et nécessité de trouver une solution juste au problème des réfugiés palestiniens ; égalité, intégration et justice pour les citoyens palestiniens d'Israël. Suite à la manifestation internationale de soutien des 8 et 9 juin 2001, organisée à Paris par l'Union juive pour la Paix, les Femmes en Noir se sont constituées en comité pour donner une continuité à cette action. Elles donnent rendez-vous pour un rassemblement silencieux en vêtements noirs tous les samedis de 15 à 17 heures à la place Fontaine des Innocents à Paris. ♦

Comité parisien des Femmes en Noir
Pour plus de renseignements et pour tout contact

Tél : 01 48 98 10 14

Mail : femmesnoirparis@yahoo.fr



Bethléem, mars 2002
(ci-contre et page suivante)

© Gérard Kelom

Entretien avec Yehudaa Agus, objecteur israélien

Différences : Quel est votre parcours ?

Yehudaa Agus : Je ne viens pas d'un milieu de gauche, j'ai fait partie moi-même de la droite israélienne. En 1988, j'ai servi dans l'armée israélienne et j'ai accompli mes périodes de réserve. Ma prise de conscience s'est faite lentement. J'ai compris que l'idéologie sioniste d'aujourd'hui ne réclamait pas un Etat démocratique pour les juifs mais un Etat juif. En 1995, j'ai refusé de servir dans l'armée. Il ne fallait pas attendre le bon moment mais refuser pour créer le bon moment. J'ai été emprisonné à deux reprises : deux semaines la première fois, quatre semaines la seconde fois ; grâce à la pression internationale, on m'a relâché.

Pouvez-vous parler des objecteurs d'aujourd'hui ?

Il faut savoir qu'en Israël le statut d'objecteur n'existe pas. Aujourd'hui, il y a le mouvement de Yesh Gvoul qui a débuté lors de la guerre du Liban ; il existe un autre mouvement qui rassemble des personnes provenant d'horizons divers, y compris religieux, et qui disent « ça suffit ». Leur revendication est d'abord morale. Ils estiment que la politique du gouvernement israélien est intolérable et que l'oppression à l'égard du peuple palestinien est inacceptable.

Qu'en est-il de la force de ces mouvements d'objecteurs ?

Il y a mille soldats réservistes qui refuseraient de servir dans les territoires à l'heure actuelle. Trente quatre personnes sont emprisonnées pour avoir refusé de servir. Parmi ces trente quatre, trois ont purgé leur peine et ont à la suite de celle-ci été à nouveau condamnés. L'objectif du gouvernement est de

briser le mouvement. Ces personnes ont des familles qui se retrouvent sans ressources. Le soutien financier est crucial. Il devient urgent de se mobiliser pour leur fournir une aide financière.

Comment la société israélienne réagit-elle ?

Trente quatre personnes sont emprisonnées et la presse n'en parle pas. C'est le silence dans les médias israéliens. Une pétition circule en Israël en faveur des objecteurs emprisonnés. En France, des initiatives vont être prises pour soutenir la démarche des objecteurs.

Pour terminer, pouvez-vous dire quelques mots sur les mouvements pacifistes israéliens que nous tenons à saluer chaleureusement au Mrap ?

La société israélienne n'est pas inactive, les organisations humanitaires sont très mobilisées. Pour ma part, je sens qu'une prise de conscience va se faire qui va dire « ça suffit ». Des voix s'élèvent dans la gauche mais aussi dans des mouvements plus modérés. Il est important qu'en France on parle de la résistance israélienne qui sert la cause palestinienne et permet de désamorcer l'antisémitisme qui peut se développer. Je voudrais terminer en disant qu'il faut aussi dénoncer les activités de l'extrême droite juive. Lutter contre toutes les formes de racisme, défendre le droit des Palestiniens est le même combat. ♦

Propos recueillis par Eliane Benarrosh

Lettre d'officiers et de soldats d'Israël

« Nous officiers et combattants réservistes déclarons :

Le gouvernement israélien a pris l'initiative d'une action destructrice dont l'ampleur et les implications sont encore inconnues.

C'est une guerre inutile menée par un leadership aveugle qui entraînera l'enlèvement de notre armée dans les territoires occupés.

Cette guerre provoquera la mort inutile de soldats et de citoyens de l'Etat d'Israël.

Cette guerre amplifiera les attentats cruels contre notre population.

Nous les 400 signataires de la lettre des officiers et des soldats combattants exécuterons tout ordre qui sert les intérêts de l'Etat d'Israël et assure la défense de ses frontières.

Le rappel des réservistes pour la réoccupation des territoires palestiniens ne sert pas ces buts et nous refuserons d'y prendre part.

Cette guerre de dupes est un désastre même si on essaye de nous la faire prendre pour une devoir national.

Nous savons tous comment cela se termine. Nous étions au Liban. Nous n'attendrons pas un nouveau Sabra et Chatila pour commencer à combattre la bêtise destructrice. »

Texte paru dans le journal israélien *Haaretz* le 1^{er} avril 2002, repris par *Le Monde* du 5 avril



© Gérard Kelom

Communiqué de l'association SEM

L'Association SEM (Synergie Europe Méditerranée), témoin actif d'un dialogue vivant judéo-arabe lance un appel à toutes les personnes de bonne volonté à un grand rassemblement pour témoigner de la concorde civile citoyenne et républicaine française et sur les mots d'ordre suivants :

– Contre tous les replis communautaires en France

– Contre toute renaissance d'un quelconque antisémitisme

– Dénonce les violences contre des juifs et leurs lieux de culte

– Contre tous les racismes

– Rappelle que la paix israélo-palestinienne ne peut se construire que sur la justice et la reconnaissance réciproque d'un Etat palestinien et de l'Etat d'Israël conformément aux résolutions de l'Onu et aux accords d'Oslo.

Vu l'urgence, appelle à une reprise de négociations israélo-palestiniennes pour parachever le processus de paix enclenché à Oslo.

Exprime enfin une compassion et une solidarité sans réserve pour les victimes israéliennes comme palestiniennes.

Rachid Aous, éditeur

Violette Attal Lefi, avocat

Fondateurs de SEM, Centre

Interculturel laïque judéo arabe

Association.sem@wanadoo.fr

Avec les pacifistes israéliens et palestiniens

Militants du dialogue et de la paix existent parmi les Israéliens et les Palestiniens ; ils se parlent, ils travaillent ensemble, ils développent des projets en commun. Membre d'une délégation qui s'est rendue à Bethléem et à Ramallah, Gérard Kerforn les a rencontrés. Récit.

LA FÉDÉRATION des Landes du Mrap et le comité de Mont-de-Marsan du Mouvement de la paix avaient décidé dès le début de l'année 2002 d'envoyer une mission en Palestine et d'organiser une solidarité active avec le peuple palestinien. Le Mouvement de la paix ayant, en parallèle, organisé le déplacement d'une délégation civile française au Proche-Orient du 21 au 25 mars, il fut décidé par les deux organisations landaises de participer à cette délégation. Le contexte était celui d'une extrême tension en dépit du fait que l'armée se soit retirée des villes palestiniennes après la première occupation des territoires, (elle y revenait deux jours après notre départ). Le bouclage des localités était permanent, et les séquelles de la première occupation encore visibles dans le cœur des villes que nous avons visitées : Bethléem et Ramallah.

Nouer des contacts

Il s'agissait donc pour nous de constater la situation et d'apporter l'expression de notre solidarité à ceux, Palestiniens comme Israéliens, qui luttent contre l'occupation. Il s'agissait, en outre, d'établir des contacts avec des organisations qui, dans les pires conditions, luttent là-bas pour la paix. La constitution en juillet 2001 d'une coalition israélo-palestinienne pour la paix lancée à l'initiative de diverses personnalités devait, pour nous, être l'occasion de contacts plus étroits. La délégation composée principalement de responsables et militants du Mouvement de la paix comprenait aussi des professionnels de la presse, des syndicalistes, des élus et divers militants associatifs. La volonté a été clairement affirmée de ne pas limiter notre déplacement à la visite des camps et à la rencontre des seules organisations palestiniennes, mais de nouer des contacts plus étroits avec ceux qui à contre-courant d'une opinion majoritaire luttent, en Israël, de façon courageuse contre l'occupation.

Le séjour fut organisé comme suit : visite de camps et villes palestiniennes meurtries ; rencontre des Ong palestiniennes ou israéliennes ; rencontre des représentants de la Fran-

ce à Jérusalem ; entretiens avec des personnalités politiques et religieuses, dont Gabi Baranki ancien président de l'université de Bir Zeit et président du conseil palestinien pour la justice et la paix, Dan Bitant, dirigeant de Shalom archav (la Paix maintenant) ; rencontre des représentants de l'Autorité palestinien-



La Coalition israélo-palestinienne pour la paix organise une chaîne humaine en juin 2002 sur les frontières de 1967 : quels seront les relais en France et en Europe ?

© Gérard Kerforn

lieux du drame, l'évidence s'imposait : ces attentats mettent les pacifistes israéliens en difficulté, ils sont un soutien objectif à Sharon. Le contexte de tension est peu favorable à la compréhension mutuelle et à toutes rencontres informelles, les discussions avec l'homme et la femme de la rue ont révélé combien l'ignorance de l'autre est profonde et aggravée par le terrorisme et l'occupation sanglante.

L'opinion palestinienne est à l'évidence sous informée et les civils palestiniens rencontrés ont très peu connaissance du combat courageux des pacifistes israéliens. Mais l'opinion israélienne est totalement conditionnée par une presse qui peut, sur quelques dizaines de lignes d'un journal, employer vingt fois le mot

terrorisme ; le conditionnement est évident qui doit permettre une union sacrée autour de Sharon. Alors, si le mot paix revient souvent dans la bouche des civils rencontrés c'est pour ajouter aussitôt que les autres, ceux d'en face, pris dans leur globalité, ne veulent pas la paix. Il nous est apparu évident que l'occupation, le bouclage des territoires n'ont pas pour vocation réelle à lutter contre le terrorisme mais à créer une situation de blocage empêchant tout dialogue entre les civils palestiniens et israéliens, ce qui rend la tâche des pacifistes très difficile.

Prenons l'exemple des check-points : en les subissant, nous avons saisi combien ils constituent avant tout un instrument d'humiliation pour les Palestiniens. Des centaines de gens dans le concert des voitures, des ambulances, se pressent dans l'attente illusoire d'un

passage ; la tension y est extrême et le crépitement des armes résonne ici et là. A eux seuls les check-points résument la volonté de Sharon, car s'ils déstructurent la vie quotidienne ils n'empêchent pas totalement la circulation marginale des individus qui peuvent toujours passer par des chemins de traverse (donc y compris les terroristes). La volonté d'humilier un peuple est à l'évidence beaucoup plus importante que la lutte contre le terrorisme. Ce sentiment a encore été renforcé par la visite des deux villes, où nous avons pu constater que les destructions frappent systématiquement les maisons de civils, mais aussi les infrastructures sanitaires, les hôtels, les centres de jeunes, les objectifs militaires ne jouant qu'un rôle secondaire dans les destructions constatées. Mais, au-delà du constat, nos rencontres nous ont permis de relever le travail de fond engagé par les intellectuels et les politiques qui œuvrent pour la paix y compris au sein de leurs opinions publiques.

passage ; la tension y est extrême et le crépitement des armes résonne ici et là. A eux seuls les check-points résument la volonté de Sharon, car s'ils déstructurent la vie quotidienne ils n'empêchent pas totalement la circulation marginale des individus qui peuvent toujours passer par des chemins de traverse (donc y compris les terroristes). La volonté d'humilier un peuple est à l'évidence beaucoup plus importante que la lutte contre le terrorisme. Ce sentiment a encore été renforcé par la visite des deux villes, où nous avons pu constater que les destructions frappent systématiquement les maisons de civils, mais aussi les infrastructures sanitaires, les hôtels, les centres de jeunes, les objectifs militaires ne jouant qu'un rôle secondaire dans les destructions constatées. Mais, au-delà du constat, nos rencontres nous ont permis de relever le travail de fond engagé par les intellectuels et les politiques qui œuvrent pour la paix y compris au sein de leurs opinions publiques.

Pragmatisme et volonté

Ils le font de façon différenciée, auprès des populations israéliennes et palestiniennes, avec des approches spécifiques en fonction des cultures et de l'histoire, mais ils œuvrent ensemble et de façon régulière. Ainsi la Coalition pour la paix se réunit chaque semaine au cœur même de Jérusalem-Est dans un hôtel de la vieille ville. Nous avons abordé ce travail commun avec Gabi Barenki, pacifiste palestinien mais aussi avec Dan Bitan pacifiste israélien, et malgré leurs sensibilités respectives, ils sont d'accord sur ce qui constitue l'essentiel : deux peuples, deux Etats, une capitale Jérusalem ; fin de l'occupation des territoires palestiniens occupés ; mise en place d'une force de paix internationale ; évacuation des colonies. Et le problème du statut des réfugiés lui-même ne constitue plus entre eux une fracture irrémédiable, puisque qu'au « oui mais » des uns répond le « non mais » des autres. Les pacifistes israéliens invoquant le fait qu'Israël ne peut pas accepter le retour de tous les réfugiés, mais seulement une petite partie d'entre eux, et les pacifistes palestiniens demandant le retour tout en affirmant que celui-ci sera très marginal étant donné que la plupart des réfugiés n'ont plus de racine en Israël même.

C'est le pragmatisme allié à une volonté de paix qui nous a semblé l'élément fédérateur exprimé par ces pacifistes, mais tous ont formulé le souhait de voir l'Europe et notamment la France être les éléments moteurs de la pression internationale. A l'occasion de l'initiative de la « Coalition populaire israélo-palestinienne pour la paix » de faire une immense chaîne humaine en juin 2002 sur les frontières de 1967, il nous a été demandé d'organiser la solidarité et la mobilisation pour que cette initiative soit une réussite. ♦

Valeurs universelles contre logique communautaire

L'Association des travailleurs maghrébins en France (ATMF) et l'Union juive française pour la paix (UJFP) ont organisé une mission civile en Palestine et en Israël du 17 au 24 février derniers. Extraits de la déclaration commune adoptée par les deux associations.

« La situation en Palestine par les conséquences humaines et politiques d'une guerre coloniale menée contre le droit d'un peuple à l'autodétermination nous concerne tous. Moralement et politiquement. Parce que l'avenir de toute une région et des sociétés qui la composent est en jeu. Parce que plus qu'ailleurs se jouent les rapports entre la force et le droit, mais aussi parce que ce conflit a des implications en France que les citoyens français en général se doivent de confronter et mesurer. D'autant plus qu'à force de vouloir faire croire qu'un conflit politique ne serait qu'un conflit confessionnel, à force de vouloir faire croire que s'y jouerait une confrontation inter-civilisationnelle, à force de bafouer les droits des plus faibles, cette guerre outre Méditerranée a en France des effets boomerang dangereux.

Les juifs de France, seconde communauté après celle de New York, et première communauté juive d'Europe, ont des responsabilités particulières à assumer à cet égard, qu'ils l'acceptent ou non. Le gouvernement israélien, développant la thèse d'un antisémitisme montant en France, en appelle à une vague migratoire des juifs français, pour renforcer la démographie israélienne. Peut-on laisser se développer le communautarisme de tribus, contre la démocratie ?

Les Maghrébins de France quant à eux forment une communauté de plus en plus impliquée dans la vie sociale, culturelle et économique de ce pays, tout en gardant des attaches avec les pays du Maghreb et une implication très forte des associations maghrébines pour l'émergence d'une citoyenneté des deux rives de la Méditerranée.

Les discours officiels et officieux de séparation et de repli ne peuvent pas effacer de notre mémoire récente l'implication des étrangers ou de citoyens d'origine étrangère et plus particulièrement des Maghrébins à la libération de la France et de l'Europe de l'horreur du nazisme et du fascisme lors de la seconde guerre mondiale. Cet héritage commun et universel de lutte contre « la bête immonde » et de la promotion des idées d'égalité, de justice et de paix fonde notre existence au-delà de nos appartenances.

Se taire aujourd'hui sur ce qui se passe en Palestine, c'est consentir au discours officiel du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France, de l'Ambassade d'Israël en France et aussi au silence glacial des représentations des pays arabes en France c'est-à-dire à nos yeux cautionner la politique scandaleuse de Sharon, en Palestine : politique d'occupation renforcée assortie de brimades de plus en plus graves, violation des droits humains et assassinats, avec pour buts la liquidation de l'Autorité Palestinienne, le découpage de la Palestine en zones entièrement contrôlées par l'armée, le renforcement de la colonisation, l'incitation des franges les plus extrémistes du peuple palestinien à réagir avec une violence inouïe qui n'épargne pas les civils israéliens. A terme, c'est cautionner une politique qui veut développer tous les obstacles à l'instauration d'une paix véritable.

Cette politique meurtrière et suicidaire du gouvernement israélien qui vise la mise sous tutelle totale voire l'écrasement d'un peuple entier est une politique à contre-temps, a-historique, dangereuse et sans issue, pour les Palestiniens comme pour les Israéliens.

Ne pas le dire, ou ne pas le dire clairement, en tant que juif – entre autres – signifie en France et aux yeux du monde : « je suis d'accord ». Nous ne vivons pas à une époque où il est possible de dire « je ne savais pas ». Nous savons et si nous ne comprenons pas les enjeux, c'est que nous ne le voulons pas. Il nous faut envisager ce que serait l'avenir du peuple juif, s'il devait porter la responsabilité historique de la disparition du peuple palestinien. C'est un héritage dont les juifs conscients ne sauraient se revendiquer.

Nous ne voulons pas nous inscrire dans une logique de proximité d'abord communautaire – les Juifs français avec les Juifs israéliens parce que Juifs ; les Maghrébins avec les Arabes palestiniens parce qu'Arabes, voire parce que musulmans ou chrétiens – mais dans une logique de partage de valeurs universelles : le respect de la dignité humaine, l'antiracisme, le respect des droits des peuples, l'anticolonialisme. C'est ce qui nous amène à soutenir la résistance palestinienne comme les mouvements pacifistes anticolonialistes israéliens, à nous mobiliser pour une paix juste, fondée sur le respect des droits de chacun ».

ATMF 10, rue Affre 75018 Tél : 01 42 55 91 82 E.mail : national@atmf.org
UJFP : B.P 012 75960 Tél : 01 42 02 59 76 E.mail : amartrad@filnet.fr

Un peuple naît à sa liberté

Alors que le Proche-Orient s'embrase en un conflit qui ne semble pas vouloir connaître de fin et que l'actualité politique en France fait froid dans le dos, à l'autre bout du monde, un petit territoire devient le premier pays à accéder à l'indépendance au 21^e siècle, après deux ans et demi de transition sous l'égide de l'Onu. Une indépendance très cher payée, puisqu'on estime que l'occupant indonésien a causé la mort d'un tiers de la population au cours de vingt quatre années d'occupation, et qu'il a pratiquement détruit le pays avant de se retirer. C'est donc un peuple dévasté, mais enthousiaste, qui se prépare à goûter les fruits d'une lutte pour l'indépendance exemplaire à bien des égards.

Textes et traduction de Bruno Kahn

AU TIMOR-EST c'est un pays du tiers-monde qui a colonisé un autre pays du tiers-monde : par l'invasion du 7 décembre 1975, le colonialisme indonésien est survenu sur les talons d'un autre colonialisme, celui-ci d'un pays du premier monde, le Portugal. La présence portugaise sur l'île remonte à 1566 et l'exploitation des richesses naturelles (santal, cire, miel) s'est d'abord réalisée par l'installation de comptoirs, sur fond de lutte d'influence avec les Hollandais qui conquièrent petit à petit les zones d'Asie du Sud-Est contrôlées par les Portugais. C'est vers le milieu du 19^e siècle que l'île de Timor est clairement partagée entre les deux puissances européennes, et on peut alors véritablement parler de colonisation portugaise au sens de la recherche d'un contrôle politique du territoire. Celui-ci s'imposera non sans mal, à la suite d'une série de

révoltes dont la dernière est brisée en 1912 au prix de l'envoi de milliers de troupes coloniales et de 15 000 à 25 000 victimes timoraises. Après le coup d'Etat militaire de 1926 et l'avènement du régime ultra-réactionnaire de Salazar en 1932, l'oppression coloniale se renforce avec l'introduction d'un « statut de l'indigène » raciste et le retrait des droits civiques. Fin 1941, 400 Hollandais et Australiens débarquent pour prévenir une invasion japonaise, y compris à l'est, au grand dam du Portugal neutre pendant la 2^e guerre mondiale. Les Japonais envoient 20 000 hommes ; alors qu'une lutte de guérilla s'instaure pendant deux ans, les troupes australiennes sont soutenues sans réserves par la population est-timoraise. Celle-ci le paiera cher : on estime que la répression japonaise a fait entre 40 000 et 60 000 victimes.

Après la guerre, Lisbonne reprend le contrôle

du territoire. Aucune indemnité de guerre ni réparation n'est réclamée et aucun effort de reconstruction n'est fait. Parallèlement, les Indes néerlandaises conquièrent leur indépendance vis-à-vis des Pays Bas, sous le nom d'Indonésie (1945-1949). Le nouveau pays inclut la partie ouest de l'île, les frontières coloniales restant intouchées. La période tumultueuse de Sukarno est stoppée net par le coup d'Etat du 30 septembre 1965, qui conduit à la prise du pouvoir par le général Suharto et à l'instauration d'une dictature militaire, sur fond de massacre de 500 000 à 3 millions de communistes ou sympathisants présumés (les chiffres exacts restent inconnus à ce jour).

Le 25 avril 1974, la Révolution des œillets éclate à Lisbonne, conséquence directe de la pression des guerres anticoloniales africaines. Le nouveau régime, le Mouvement des Forces armées (MFA), décide rapidement la décolonisation totale. En Asie du Sud-Est, ce bouleversement survient dans un contexte de tension est-ouest extrême : les Etats-Unis sont en train de perdre la guerre du Vietnam. La « théorie des dominos » court à l'époque. L'Indonésie de Suharto, violemment répressive et obsédée par la « sécurité », voit d'un très mauvais œil l'émergence d'un territoire indépendant, frontalier et potentiellement démocratique. À ceci s'ajoute un anticommunisme viscéral et la tendance expansionniste de tout grand pays, qui s'est déjà manifestée dix ans auparavant par l'incorporation de la Nouvelle Guinée occidentale lors d'un processus plus que douteux, bien qu'entériné par l'ONU. ♦

Timor Loro Sa'e

(nom officiel)

Capitale : Dili

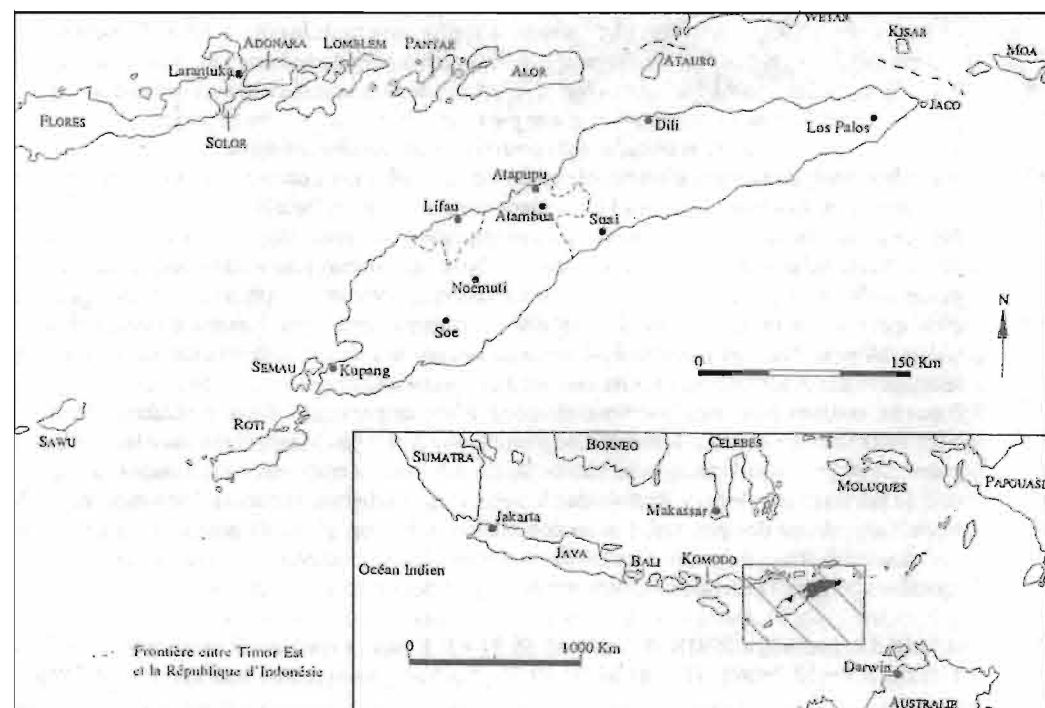
Population : 820 000 habitants

Superficie : 14 475 km²

Langues : tetun, portugais, indonésien

TIMOR DANS SON ENVIRONNEMENT RÉGIONAL

Source : « Timor Est, le génocide oublié », Gabriel Defert
Cartographie : Marie-Louise Rouxel



La lutte pour l'indépendance

DE L'INVASION indonésienne en 1975 jusqu'en 1999, le peuple timorais a lutté, les armes à la main certes, mais principalement de manière pacifique. Isolé, ignoré, méprisé, soumis à un ennemi infiniment plus puissant, victime d'un génocide et d'une extrême violence quotidienne, il doit sa victoire à sa ténacité, à l'intelligence et à la générosité de leaders exceptionnels, et au soutien d'un mouvement de solidarité internationale réduit, mais convaincu et efficace. Dès la perspective d'indépendance, Timor-Est se révèle un enjeu géopolitique disproportionné à sa petite taille. Dans la guerre des blocs d'abord : dans le contexte rappelé ci-dessus, le Fretilin, principal mouvement indépendantiste, est perçu comme « communiste », en tout cas de « gauche ». Au nord de l'île, le détroit d'Ombai-Wetar est la seule fosse marine de la région assez profonde pour permettre le passage des sous-marins américains : garder son contrôle est un enjeu stratégique crucial. Au sud, l'Australie convoite les gisements de pétrole et de gaz naturel de la mer de Timor, réputés représenter cinq à six fois le total de ses ressources propres, et entend bien négocier leur partage avec l'Indonésie plutôt qu'avec un Timor-Est indépendant.

L'Indonésie de Suharto joue habilement sur tous les tableaux. Depuis sa prise de pouvoir en 1965, le pays est un pilier de l'anticommunisme en Asie du Sud-Est et jouit du soutien total des Etats-Unis. Mais une dette de 2 milliards de dollars vis-à-vis de l'Urss, datant de la période Sukarno, fait que ce dernier pays préfère garder de bons rapports avec Jakarta.

L'Indonésie est le membre le plus influent de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN). Suharto s'est bien gardé de démissionner du Mouvement des non-alignés cofondé par son prédécesseur, et tient volontiers des discours anti-impérialistes en son sein. L'Indonésie assurera d'ailleurs la présidence du Mouvement dans les années quatre-vingt-dix. De même, l'Indonésie non confessionnelle n'en abrite pas moins la plus nombreuse communauté musulmane du monde ; en tant que telle, elle est membre de la Conférence islamique. En contrepartie, des généraux indonésiens influents dans la guerre contre Timor-Est, catholiques, entretiennent des relations étroites avec les représentants du Vatican. Enfin, l'Indonésie représente un marché particulièrement juteux dans la région, de par sa taille, sa population et ses ressources naturelles. Tout ceci génère une convergence d'intérêts et de complicités qui épargnent peu d'Etats de la planète.

L'arme du silence

L'arme principale utilisée internationalement par l'Indonésie et ses alliés est le silence. Le 16 octobre 1975, cinq journalistes de la télévision australienne sont tués à Balibo par les troupes indonésiennes pendant qu'ils filment la prise de ce village frontalier : leurs pays (Australie, Nouvelle-Zélande et Royaume Uni), loin de protester, feront tout pour étouffer l'affaire. Pour les médias, le message est clair.

L'inégalité extrême du rapport de forces, l'absence presque totale de soutien international institutionnel, mais aussi la mobilisation de

toute la population autour de moyens essentiellement pacifistes forment l'originalité et la richesse de la lutte des Timorais pour leur indépendance. Bien sûr, l'agression indonésienne a conduit à la constitution de maquis et à des opérations de guérilla, qui se montrent efficaces avec une résurgence spectaculaire après que l'opération « encerclement et annihilation » en eut brisé l'épine dorsale en 1979, jusqu'au cessez-le feu et aux négociations de 1983 – vite rompues par l'Indonésie. Mais les dirigeants timorais sont convaincus très tôt de la supériorité de l'armée indonésienne et du fait que la solution est politique et non militaire, ce qui est définitivement confirmé sur le terrain à la fin des années quatre-vingt.

La résistance met sur pied un gigantesque réseau civil de contacts clandestins à travers les camps où l'immense majorité de la population a été regroupée à partir de 1978. La fonction de ces réseaux est de renseigner les maquis sur les intentions indonésiennes, et surtout de rompre le black-out en faisant passer l'information à l'extérieur : l'Eglise joue un rôle très important de ce point de vue. La stratégie comporte l'organisation de manifestations quand des personnalités étrangères visitent le territoire, et des actions psychologiques telles que la campagne « Kapan pulang » où les enfants timorais vont voir (à grand risque) les soldats indonésiens en leur posant cette question : « Quand est-ce que tu rentres chez toi ? » On ne saurait négliger également le travail de fond de la diplomatie timoraise à l'extérieur, dans des conditions extrêmement difficiles.

Le caractère pacifique du combat contre l'occupant a été dicté autant par le contexte militaire que par l'intelligence des dirigeants, dont Xamana Gusmão, et par le poids important de l'Eglise. Malgré cela, le maintien d'une lutte armée, même symbolique, est essentielle pour le peuple, même – et peut-être surtout – à partir du moment où celle-ci est de fait vaincue militairement. C'est toujours la résistance armée qui gardera le commandement et la légitimité auprès des Timorais, quelle que soit la nature réelle de la lutte.

Les Timorais dans leur ensemble sont conscients de la nature de l'antagonisme qui les oppose à l'Indonésie : ils ont toujours su distinguer le peuple de l'Etat agresseur. Ils ne se sont jamais livrés à des actes de terrorisme contre des civils à Timor-Est et encore moins en Indonésie. Ainsi, lorsque exceptionnellement des étudiants indonésiens furent assassinés, immédiatement une organisation timoraise rendit public un communiqué dénonçant cet acte et présentant ses excuses au peuple indonésien. Cette conviction était très largement partagée, les visiteurs étrangers ont pu l'observer. ♦

Un tiers de la population timoraise a été tuée au cours des 24 années d'occupation indonésienne



0 Chronologie

- 25 avril 1974. Révolution des œillets au Portugal
- Mai/juin 1974. Création des principaux partis politiques timorais : ASDT/ Fretilin, UDT (pro-indépendance) et Apodeti (pro-intégration à l'Indonésie, marginal). Début du processus de décolonisation
- 7 décembre 1975. Invasion de l'Indonésie, interrompant le processus de décolonisation. Black-out total sur le territoire. Le Fretilin se retire dans les montagnes et entame la lutte armée
- 12 et 22 décembre 1975. L'Assemblée générale, puis le Conseil de sécurité de l'ONU, « déplorent vivement » l'invasion et appellent au retrait des troupes indonésiennes
- 15/16 juillet 1976. Suharto promulgue la loi faisant de Timor-Est la 27^e province indonésienne
- 31 décembre 1978. Nicolau Lobato, chef de la résistance, est tué au combat. La résistance est apparemment vaincue. Des dizaines de milliers de Timorais descendent des montagnes et sont regroupés dans des camps. On estime que 200 000 à 250 000 Timorais sont morts depuis l'invasion, sur une population initiale de 700 000
- 1980-83. Résurgence du Fretilin, sous la direction de Xanana Gusmão. Début de développement des réseaux clandestins de résistance civile, dont le rôle ne cessera de croître. Cessez-le feu et négociations en 1983, rompues quand la nouvelle parvient à l'extérieur
- 1983-89. Reprise de la guerre
- 1989. Ouverture du territoire, sous la pression du gouverneur « pro-indonésien » Mario Carrascalão. Manifestations lors de la visite du Pape en octobre. Stratégie de manifestations systématiques lors du passage de personnalités étrangères
- 12 novembre 1991. Massacre de Santa Cruz. L'armée tire sur une manifestation de 4 000 personnes, faisant 271 morts répertoriés. Ce massacre, le premier à être filmé, marque un tournant dans la lutte, une prise de conscience internationale et le début de la fin pour l'Indonésie
- 20 novembre 1992. A la suite d'un an de répression féroce et d'interrogatoires systématiques, Xanana Gusmão est capturé. Son procès en mai 1993 a

(suite page 9)

Des leaders perspicaces et généreux

Xanana Gusmão

KAY Rala Xanana Gusmão est incontestablement la personnalité timoraise la plus importante à l'heure actuelle. Bien que peu prédisposé à la politique dans son jeune âge, il adhère en 1974 au Fretilin. Elu au Comité central dont il est le dernier membre à quitter la capitale après l'invasion indonésienne, puis secrétaire de la base de la guérilla, il restera tout au long de la lutte d'indépendance un dirigeant déterminé mais ouvert au dialogue et attaché à l'unité des forces patriotiques. Il plaide pour l'ouverture politique, s'emploie à convaincre la communauté timoraise en exil de s'unir... En 1990, lors d'une interview avec un journaliste australien qui parvient à le rencontrer dans le maquis, il emploie l'expression « résister c'est vaincre » qui sera reprise par toutes les communautés timoraises. En 1992, capturé par l'armée indonésienne, il est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. En 1997, le président sud-africain Nelson Mandela, en visite officielle à Jakarta, obtient une entrevue avec Xanana, sorti exceptionnellement de prison pour l'occasion. Suite à cette rencontre, il s'engage dans la recherche d'une solution négociée au conflit de Timor-Est. De février à septembre 1999, après la chute de Suharto, Xanana est placé en résidence surveillée. Pendant la période de



transition, Xanana assume avec Horta un rôle politique majeur, parcourant le monde, obtenant des soutiens à la nation naissante, et recherchant en priorité de bonnes relations avec l'Indonésie voisine et la réconciliation des Timorais. Lors des élections du 14 avril dernier, il a été élu président de la République avec 82 % des voix.

Mgr Belo

CARLOS Filipe Ximenes Belo est ordonné prêtre en 1980. En 1983, sous la pression de l'Indonésie, le Vatican le nomme administrateur apostolique du diocèse de Dili pour remplacer le trop critique Mgr da Costa Lopes. Jakarta commet une lourde erreur: Mgr Belo n'a rien à envier à son prédécesseur et gagne bientôt le respect du peuple timorais par son assistance aux victimes et par la dénonciation publique des exactions de l'armée. Déclarations, lettres pastorales, interviews. En 1989, juste avant la visite du Pape, il écrit au Secrétaire général de l'Onu pour demander l'organisation d'un référendum d'autodétermination à Timor-Est, ce qui lui vaudra de sérieux ennuis, dont trois tentatives d'assassinat. Sans être personnellement engagé dans la résistance, il soutient tacitement l'aide que lui apportent certains éléments de l'Église, tout en maintenant un rôle d'interlocuteur de l'armée. En 1996, il reçoit le Prix Nobel de la Paix avec José Ramos Horta. Mgr Belo jouit d'un très grand prestige au sein de la population timoraise, mais reste à l'écart de la politique politicienne.

Ci-contre Mgr Belo
© Hugh O'Shaughnessy
Ci-dessus Xanana Gusmão
© B. Kahn
Page 9 José Ramos Horta
© B. Kahn

José Ramos Horta

JOSÉ Ramos Horta est nommé fin 1975 ministre des Relations extérieures et de l'Information de la République démocratique de Timor-Est, qui vivra dix jours. Il est envoyé à l'extérieur deux jours avant l'invasion du 7 décembre 1975. Il est nommé représentant permanent du Fretilin auprès de l'Onu, tâche qu'il exercera pendant plus de dix ans. Avec Xanana Gusmão, il a joué un rôle essentiel dans l'unification des deux tendances de la résistance (Fretilin et UDT) devant l'ennemi commun, l'armée indonésienne. Depuis l'arrivée de l'Untaet, il est ministre des Affaires étrangères des gouvernements timorais de transition successifs. En 1996, il reçoit le Prix Nobel de la Paix avec Mgr Belo.

Entretien avec M. Horta

Différences : Quels sont les qualités et les atouts du peuple timorais qui ont rendu possible la victoire sur l'occupation coloniale indonésienne ?

José Ramos-Horta : Une endurance et une foi extraordinaires : voilà les deux éléments les plus puissants qui ont permis au peuple de toujours résister, toujours espérer, toujours être prêt à se battre et à mourir. Je ne sais pas ce qui a modelé la personnalité de notre peuple. Peut-être les montagnes majestueuses. Peut-être l'esprit des ancêtres.

Nous sommes à la veille de la proclamation d'indépendance : quels doivent être selon vous les objectifs prioritaires du nouveau gouvernement ? Ses premières mesures ?

Les priorités ont été posées très clairement : l'éducation, la santé publique et l'agriculture. Nous dévouons à l'éducation l'un des plus forts pourcentages au monde par rapport à notre budget national. Nous devons fournir à notre jeunesse les meilleures opportunités et les meilleurs outils possibles pour s'éduquer et se préparer à l'avenir. En même temps nous devons éliminer le paludisme, la malnutrition, la tuberculose et les autres maladies que l'on peut prévenir, qui affectent tant de nos citoyens et se répercutent sur la croissance et la productivité du pays. La paix et la stabilité vont main dans la main avec le reste... La paix est une réalité à Timor-Est. Nous n'avons eu aucun problème sérieux [depuis le départ de l'Indonésie]. Les élections pour l'Assemblée constituante, l'année dernière, se sont déroulées sans aucun incident. Nous avons plus de femmes siégeant à l'Assemblée nationale [en proportion] que n'importe quel pays de l'Union européenne, à l'exception des pays nordiques. Mais la paix reste une réalité fragile et nous devons continuer à être vigilants, à promouvoir une culture de paix et de non-



violence. Ce n'est que quand la paix sera consolidée que nous pourrons nous reposer... et avoir confiance en l'avenir.

Qu'attendez-vous désormais du mouvement de solidarité internationale et singulièrement des associations qui le composent ?

Je rends tribut au mouvement de solidarité internationale. Il a énormément contribué à notre liberté. Je me souviens de ceux qui sont décédés, de Michel Robert notamment [militant du Mrap qui est souvent intervenu sur Timor à l'Onu] et j'aimerais qu'il soit vivant aujourd'hui pour qu'il puisse être témoin des fruits de son travail. J'espère qu'à l'indépendance, nos amis du mouvement de solidarité se joindront à nous pour célébrer une victoire aussi épique, notre victoire commune. J'espère qu'ils continueront leur travail de solidarité pour assurer que Timor-Est continue de recevoir une aide internationale généreuse, mais aussi pour assurer que les dirigeants ne trahissent pas les sacrifices de tant de Timorais. Toutefois, le mouvement de solidarité internationale doit aussi faire preuve de sensibilité et leur manifester son soutien, plutôt que d'être trop critique et donneur de leçons. Il doit essayer de comprendre que ceux qui sont au gouvernement doivent faire des choix difficiles, et que parfois leurs choix politiques peuvent ne pas être conformes avec les vues de certains. Nous devons continuer à travailler ensemble, sur les fondations de la relation sans équivalent que nous avons construite au cours de plus de deux décennies, pour que Timor-Est soit un des meilleurs endroits où vivre sur cette terre. ♦

Propos recueillis par Chérifa Benabdessadok et Bruno Kahn
Les indications entre crochets sont du tra-
ducteur

(→ chrono suite)

- un retentissement international. Xanana est condamné à perpétuité
- 10 octobre 1996. Prix Nobel de la Paix pour José Ramos Horta et Mgr Belo
- 21 mai 1998. Sur fond de crise asiatique, chute de Suharto, remplacé par son dauphin Habibie
- 26 janvier 1999. Suite au retrait de la reconnaissance de l'intégration par l'Australie voisine, Habibie propose un statut d'« autonomie spéciale » à Timor-Est. Si le statut est rejeté à la suite d'un référendum, c'est l'indépendance. Début des violences de milices pro-indonésiennes
- 5 mai 1999. Accord de New York, consacrant la tenue d'un référendum
- 30 août 1999. Référendum d'autodétermination. 78,5 % pour l'indépendance, sur 98 % de participation
- Septembre 1999. Destruction du territoire par l'armée indonésienne, déportation à Timor ouest de près de 300 000 Timorais. Après des tergiversations pénibles, décision de l'envoi d'une force d'interposition (Interfet)
- Octobre 1999. Retrait de l'armée indonésienne, installation progressive de l'Interfet puis son remplacement en mars 2000 par l'Untaet, administration onusienne de transition
- 20-30 août 2000. Congrès du Conseil national de la résistance timoraise, concluant à sa dissolution et à la formation de partis politiques
- 30 août 2001. Election de l'Assemblée constituante
- 14 avril 2002. Election du président au suffrage universel. Xanana Gusmão est élu avec 82% des voix
- 20 mai 2002. Cérémonie d'accession à l'indépendance.

Rendez-vous

Une réunion est organisée par Agir pour Timor au Palais du Luxembourg le samedi 18 mai de 15 à 18 heures, salle Médicis, pour célébrer l'accession de Timor-Est à l'indépendance et manifester notre solidarité. Le nombre de places est strictement limité à la capacité de la salle (246 places). Réservation obligatoire donc, jusqu'au 16 mai date limite, en envoyant nom et prénom, adresse, téléphone et/ou fax à Agir pour Timor, 156 rue de Ménilmontant, 75020 Paris, ou par mail à carlos.semado@wanadoo.fr. Une pièce d'identité est exigée à l'entrée.

Solidarité, cohérence et unité

LE MOUVEMENT de solidarité internationale constitué dès 1976 a toujours manifesté une cohérence et une unité remarquables, très parallèles à celles de la résistance timoraise. Il a toujours agi en étroite coordination avec celle-ci.

Une rencontre des groupes de solidarité d'Europe, mais aussi du Japon et des États-Unis a lieu annuellement jusqu'à la fin des années quatre-vingt dix. Cette rencontre accueille toujours des représentants de la résistance timoraise, fait le point sur la situation et met en place de grandes lignes stratégiques pour l'année à venir. Très vite le courrier et les conférences électroniques deviennent le mode principal de communication et d'échange d'informations. C'est à cette période qu'est fondée la Fédération internationale pour Timor-Est (Ifet), reconnue par le Département de l'Information de l'Onu et qui regroupe une quarantaine de groupes de solidarité mondiaux.

Le massacre du 12 novembre 1991, un tournant dans la lutte pour l'indépendance, donne un coup de fouet au mouvement. De nouveaux groupes se forment un peu partout, en particulier aux États-Unis où l'action au plus haut niveau politique de Etan/US sera sans doute décisive (lire ci-contre). En 1999, la tension est à l'extrême alors que tout le monde suit l'offre du nouveau président indonésien Habibie de « l'autonomie ou l'indépendance » et la montée parallèle des exactions des milices pro-indonésiennes. La consternation devant les accords du 5 mai à l'Onu, qui confient la sécurité pendant la préparation du référendum à la police indonésienne, est vite surmontée par la décision d'envoyer des observateurs associatifs sur place. L'Ifet coordonnera 125 observateurs venus de 22 pays, ses rapports seront particulièrement appréciés de l'administration onusienne. Victime d'une désinformation indonésienne efficace et d'un désintérêt presque total des médias, le mouvement de solidarité internationale a toujours eu le plus grand mal à faire entendre sa voix, même auprès des organisations de défense des droits de l'Homme. Ce n'est par exemple qu'en 1985, dix ans après l'invasion, qu'Amnesty International publie son premier rapport sur les atrocités indonésiennes commises à Timor-Est. Avant cela, les informations transmises n'étaient pas considérées comme crédibles... Après le retrait des troupes indonésiennes, en octobre 1999, le mouvement de solidarité connaît un débat interne et une mutation. De nouveaux groupes se créent, à buts « tiers-mondistes » en un sens



© Bruno Kahn

plus classique : aide à l'Etat en formation, projets de « développement durable ». Certains groupes existants choisissent cette option, d'autres gardent leur mission originelle de défense des droits de l'Homme en se concentrant sur la lutte contre l'impunité et l'exi-

Etan, un réseau d'action aux États-Unis

JUSQU'À la fin des années quatre-vingt, le militantisme pro-timorais aux États-Unis était proche de zéro, le gouvernement américain continuait à fournir des armes, une formation militaire et un soutien diplomatique à l'occupation indonésienne. Les conséquences du massacre du 12 novembre 1991 vont changer cet état de fait. Deux journalistes basés à New York s'y trouvant en reportage, leurs témoignages ont motivé quelques militants à mobiliser des réseaux progressistes. Le 10 décembre 1991, nous avons monté un piquet devant la Mission indonésienne aux Nations unies. Utilisant le courrier électronique et nous appuyant sur la presse de gauche, nous avons rapidement créé un réseau national, qui a crû jusqu'à compter 28 groupes locaux et 12 000 membres :

gence d'un tribunal pénal international, position qui fait consensus. D'autres, enfin, conjuguent les deux types de mission.

La solidarité internationale avec le peuple timorais n'est pas terminée!

Le Mrap

Le Mrap a, à de nombreuses reprises, offert son temps de parole à la Commission des Droits de l'Homme de l'Onu en faveur de Timor, soit à des militants associatifs, soit à des Timorais, parmi lesquels l'actuel Ministre des Affaires étrangères, José Ramos Horta. Sa contribution à la lutte timoraise n'a pas été négligeable.

Agir pour Timor

Fondé en 1989, ce groupe de solidarité a depuis cette époque mené les actions que lui permettaient ses moyens : publication régulière d'un bulletin, conférences de presse, manifestations, interpellation des autorités politiques... En 1994, une campagne de quatre mois menée avec l'aide de douze Ong françaises a eu un impact certain sur le Parlement. En 1995, un tour de France de six Timorais a contribué à sensibiliser le milieu associatif dans tout le pays. En 1999, trois observateurs français sont partis à Timor-Est dans le cadre du projet de l'IFET. Agir pour Timor accompagne le processus de l'accession à l'indépendance, mais demande également l'établissement d'un tribunal pénal international pour que soient jugés les crimes commis à Timor-Est pendant l'occupation indonésienne, conformément aux recommandations d'une commission d'enquête de l'Onu. C'est un préalable essentiel au travail de deuil d'une population qui a subi un génocide et un lourd traumatisme. ♦

le soutien américain à l'occupation indonésienne devait prendre fin. En plus de ceux qui savaient ce qui se passait à Timor-Est depuis 1975, Etan attira beaucoup de jeunes. Timor-Est était souvent leur première découverte des effets désastreux du militarisme par procuration des États-Unis.

De 1991 à 1996, Etan a réalisé un travail de volontariat exclusivement financé par nos ressources propres. Nous avons organisé des tours d'Amérique de Timorais, produits des vidéos, édité journaux et brochures, établi des listes électroniques de diffusion d'informations, écrit des articles dans d'innombrables bulletins d'information, fait pression sur les membres du Congrès dans leurs États, et parlé à quiconque voulait écouter. Chaque printemps, nous avons accueilli vingt

Pedro Pinto Leite
(Pays-Bas) et
Sharon Sharfe
(Canada) à Dili,
août 2000



© Bruno Kahn

à cinquante membres d'Etan à Washington pour une semaine de formation notamment au lobbying.

En octobre 1992, nous avons remporté notre première victoire : le Congrès a rendu illégale la formation de soldats indonésiens aux États-Unis. Grâce au concours des organisations nationales pour la paix, nous avons pu nous adresser à la dizaine de congressistes et de sénateurs responsables de la décision finale. Bien que les supporters de l'Indonésie (principalement des fabricants d'armes et des compagnies pétrolières) fissent du lobbying pour Suharto, ils ont été pris par surprise et l'interdiction est devenue un précédent difficile à retourner. Peu à peu, Etan a réussi à persuader le Congrès de limiter la formation militaire et de restreindre les ventes d'armes à l'armée indonésienne. Les administrations Bush et Clinton ont résisté mais l'Indonésie n'est jamais parvenue à organiser un lobby efficace au Congrès, malgré les efforts consentis. Après l'attribution du Prix Nobel de la Paix à Mgr Belo et à José Ramos Horta en 1996, Etan a fait appel à des subventions de

fondations, ce qui a triplé notre budget et nous a permis de renforcer notre travail d'information.

En 1997, le Congrès a interdit l'utilisation à Timor-Est des armes fournies par les États-Unis. L'année suivante, il a stoppé tous les programmes de formation de l'armée indonésienne et a unanimement pressé le Président d'œuvrer pour un référendum. Notre lobby pro-timorais a aidé à dissuader l'administration Clinton de soutenir Suharto pendant que son régime s'effondrait. En 1999, nous avons travaillé pour rendre le référendum libre, juste et sans violence.

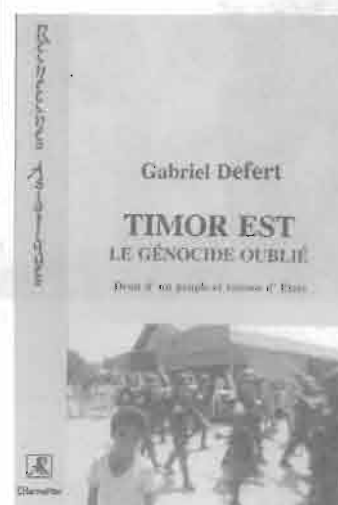
Après le vote, quand l'armée indonésienne et ses délégués miliciens ont dévasté Timor-Est, Clinton a suspendu tout ce qui subsistait de coopération militaire entre les États-Unis et l'Indonésie. Puis nous avons persuadé le Congrès de promulguer une loi définissant les conditions préalables à la reprise de la formation militaire et des ventes d'armes, ce qui a retiré la décision des mains du Président. Ces conditions incluent la résolution du problème des

réfugiés et la poursuite de ceux qui ont commis des violations des droits de l'Homme. Bien que la (seconde) administration Bush essaie de contourner ces conditions, elles n'ont pas été remplies et la plus grande partie de la suspension reste en vigueur.

Depuis le référendum, Etan a décidé de travailler à deux questions prioritaires : l'impunité et les réfugiés. Nous avons aidé à faire démarrer le Réseau pour les Droits de l'Homme en Indonésie afin que l'attention nécessaire soit portée à l'Indonésie et qu'Etan puisse rester concentré sur Timor-Est. Nombre de Timorais avec lesquels Etan a travaillé étroitement dans le passé sont maintenant des fonctionnaires du gouvernement. Une multitude d'associations sont apparues à Timor-Est, Etan collabore avec celles qui travaillent pour les droits humains, les droits des femmes, la justice sociale et économique et la démocratie. Etan a aussi aidé à lancer l'association timoraise/internationale La'o Hamutuk (Marcher ensemble) qui surveille les agences internationales établies à Timor-Est. ♦

Charlie Scheiner, ex-coordonateur d'Etan

Kiosques



LE GÉNOCIDE OUBLIÉ -
DROIT D'UN PEUPLE ET
RAISONS D'ÉTAT
Gabriel Defert
L'Harmattan, Paris, 1992
Une lecture indispensable à qui
veut comprendre en profondeur

la question timoraise. Écrit avec un grand sens pédagogique, ce livre, bien qu'édité il y a dix ans, est hautement recommandé.

LA SAGA DU TIMOR
ORIENTAL
José Ramos Horta
Favre, Lausanne, 1996

Assez mauvaise traduction de l'original anglais, datant de 1987. Complété d'un chapitre d'actualisation d'Armand Guillain. Un portrait au vitriol de la politique internationale telle qu'elle se pratique dans les couloirs de l'Onu, par un acteur impliqué au premier chef.

TIMOR LOROSA'E, PAYS
AU CARREFOUR DE L'ASIE
ET DU PACIFIQUE
Un atlas géo-historique
Frédéric Durand
Co-édition Presses universitaires
de Marne-la-Vallée et

L'Institut de recherche sur
l'Asie du Sud-Est à Bangkok
A paraître en ce mois, élaboré par un spécialiste de l'Indonésie et de Timor-Est, maître de conférence à l'Université Toulouse-Mirail

SITES INTERNET

⇒ Timor-Loro Sa'e. Accessible à <http://www.math.jussieu.fr/~kahn/Timor/Timor.html>.

Non réactualisé depuis novembre 1999 mais contient des informations d'intérêt permanent.

⇒ Timor aujourd'hui : site internet d'informations de l'association Agir pour Timor. Accessible à <http://lorosae.free.fr>.

Regroupe des articles d'actualité en français, anglais et portugais. Moteur de recherche rapide et agréable.

⇒ Une beaucoup plus grande quantité de livres et d'informations existe en langues anglaise et por-

tugaise. La source d'information la plus complète et la plus à jour est, de loin, la conférence électronique east-timor, accessible à <http://www.topica.com/lists/east-timor@igc.topica.com/read>.

⇒ Site Web d'Etan :

<http://www.etan.org>

⇒ Site Web de La'o Hamutuk : <http://www.etan.org/gh>

AGIR POUR TIMOR

Bulletin d'information de l'association éponyme. 3 à 4 numéros par an. Abonnement (et adhésions) à Agir pour Timor, 156 rue de Ménilmontant, 75020 Paris.

TIMOR INFORMATIONS

Bulletin de l'Association de solidarité avec Timor Oriental, 4 numéros par an. Abonnement (et adhésions) à Asto : 49 rue de la Glacière 75013 Paris

Éditorial

Le 21 avril restera pour longtemps le jour du séisme français, celui où s'est révélée à la France et au monde une fracture démocratique, sociale et sociétale qui a porté au deuxième rang des suffrages exprimés le Front national. Jour de honte et de deuil pour la France de la tolérance, de la fraternité humaine. Jour de colère et de révolte, mais aussi jour de refus du pire et de mobilisation pour changer la donne.

Cette catastrophe était pourtant prévisible. En effet, quatre causes principales ont malheureusement secoué les fondements des valeurs de la République dont le FN incarne la négation. En premier lieu, la surenchère schizophrénique sur le thème de l'insécurité et l'incapacité à appréhender ce sujet avec raison dans la complexité de ses causes et de ses manifestations, ont légitimé l'infamieux couple « insécurité-immigration ». En second lieu, les terribles répercussions, sur le sol français, de la tragédie du 11 septembre 2001, et du conflit israélo-palestinien qui ont donné lieu tant à la stigmatisation des jeunes de banlieue issus de l'immigration qu'à des convulsions antisémites. Cette désastreuse conjonction a permis au FN de renforcer ses positions relatives en jouant sur la banalisation du racisme. Puis, le divorce entre les citoyens et les « politiques ». Les promesses non tenues et le refus d'aborder de vrais problèmes au contenu symbolique fort, tout particulièrement la régulation des sans-papiers, le droit de vote des étrangers résidents non ressortissants de l'Union européenne, le maintien du bannissement que constitue la « double peine », ont de toute évidence contribué à pousser des militants et des sympathisants mobilisés sur de telles causes, à manifester par leur vote ou leur abstention qu'ils se sentaient trahis par les politiques. Enfin, il y a la grande souffrance des couches populaires, des exclus qui, dans la quatrième puissance économique du monde, vivent en dessous du seuil de pauvreté, population abandonnée, humiliée devenue cible et proie faciles pour les tenants des logiques du bouc émissaire.

Un mal parfois peut être la condition d'un bien puisqu'il impose de se ressaisir. Devant la catastrophe du 21 avril, des centaines de milliers de manifestants ont repris le chemin de la rue pour y affirmer avec force la France du cœur, de la générosité, de la tolérance, du respect des droits de l'Homme. Le sursaut soulage, reconforte et encourage. Il reste qu'il est impératif de transformer l'indignation de cette mobilisation citoyenne et républicaine en exigence, et la vigilance en devoir d'agir.

Dans un tel contexte, il revient désormais au MRAP un rôle cardinal pour déconstruire la haine et le racisme en faisant progresser sur le terrain toutes les scolarités, afin de repousser à la marge les idées et les projets d'un courant politique vénénéux pour la société française et européenne ainsi que pour la démocratie. L'ensemble des militants, et sympathisants, ont désormais entre leurs mains – individuellement et collectivement – cette tâche noble et vitale. ♦

Mouloud Aounit



© Loïc Le Mignot

*Dans toute la France,
mobilisation contre l'extrême droite,
entre les deux tours de l'élection présidentielle*



© Loïc Le Mignot

Différences

43 bld de Magenta 75010 Paris - T : 01 53 38 99 99
Télécopie : 01 40 40 90 98 - E.mail : journal.differences@free.fr
2 € le numéro - Abonnement 21 € (11 n°/an)

Directeur de publication : Mouloud Aounit. **Gérante bénévole :** Marie-Annick Butez. **Rédactrice en chef - mise en page :** Chérifa Benabdessadok. **Directrice administrative :** Florence Festas. **Abonnements :** Isabel Dos Martires.

Impression : Montligeon T : 02 33 85 80 00.
Commission paritaire n°63634 0247-9095 Dépôt légal 2002/05